

Xi Jinping, l'Initiative "Belt and Road" et l'Afrique : Cas du Cameroun et de la RDC

Nkolo Ndjodo Léon-Marie¹ @ & Lebeyina Ngah Sylvain²

¹Université de Maroua, Cameroun; ² Université de Yaoundé I, Cameroun

Received: 01/02/2025

Revised: 19/04/2025

Accepted: 24/04/2025

Citation (APA)

Nkolo Ndjodo L. M., & Lebeyina Ngah S. (2025). Xi Jinping, l'Initiative "Belt and Road" et l'Afrique : Cas du Cameroun et de la RDC. *Revue d'Études Sino-Africaines (RÉSA)*, 4(1), 14–30. <https://doi.org/10.56377/jsas.v4n1.1430>

Résumé

L'article explore la pensée du Président Xi Jinping sur les Nouvelles Routes de la Soie (BRI) en Afrique, fondée sur les principes de coopération mutuellement bénéfique, de développement commun et pacifique. La Chine investit massivement dans les infrastructures africaines pour créer une communauté d'avenir partagé. C'est le cas dans deux pays d'Afrique centrale : le Cameroun et la République Démocratique du Congo. Malgré les défis et les menaces des puissances atlantistes, les Nouvelles Routes de la Soie doivent répondre avec pragmatisme et détermination pour garantir la croissance économique africaine et promouvoir un modèle de coopération gagnant-gagnant entre la Chine et l'Afrique.

Mots clés : Nouvelles Routes de la Soie, Afrique, Chine, Coopération, Développement.

Xi Jinping, the Belt and Road Initiative and Africa: the case of Cameroon and the DRC

Abstract

This article explores President Xi Jinping's vision for the Belt and Road Initiative (BRI) in Africa, based on principles of mutually beneficial cooperation and peaceful development. China is heavily investing in African infrastructures to create a shared future community. This is the case of two countries in central Africa: Cameroon and the Democratic Republic of Congo. Despite challenges and threats from Western powers, the BRI must respond pragmatically to ensure African economic growth and promote a win-win cooperation model between China and Africa.

Keywords: Belt and Road Initiative, Africa, China, Cooperation, Development.

¹ Nkolo Ndjodo Léon-Marie est Maître des Conférences, Département de philosophie, École Normale Supérieure de l'Université de Maroua.

² Doctorant au Département de philosophie à l'Université de Yaoundé I au Cameroun.

I. Introduction

Grâce à un prodigieux développement économique, scientifique, technologique, diplomatique, culturel et militaire réalisé suite à l'adoption en 1978 de la Politique de Réforme et d'Ouverture économique, la Chine s'est imposée comme un acteur majeur sur la scène mondiale. Plus grand pays en développement de la planète et deuxième économie mondiale, elle a conçu un outil pour donner corps à sa vision de la globalisation : les Nouvelles Routes de la Soie. Gigantesques projets d'investissements dans les infrastructures (ports, aéroports, routes, chemins de fer, oléoducs, barrages, télécommunications), elles ont pour ambition de relier par la terre et par la mer la Chine à l'Eurasie, à l'Amérique latine, à l'Australie et à l'Afrique, réalisant ainsi la connectivité globale des réseaux d'échanges au service d'une nouvelle ère d'industrialisation plus large, plus approfondie et plus juste pour la planète. Les Nouvelles Routes de la Soie ont été théorisées par le Président chinois Xi Jinping dans des discours, des textes, des notes et des ouvrages d'érudition dans lesquels il en a fixé les principes philosophiques, les moyens d'actions, les résultats escomptés et les bénéfices pour la Chine et le reste du monde. Ces idées qu'on appellerait « la pensée de Xi Jinping sur les Nouvelles Routes de la Soie » contiennent un volet-clé de sa vision des relations sino-africaines de la nouvelle ère du développement de la Chine et de l'Afrique. Quelle est cette vision ? Par quoi se matérialise-t-elle ? A quels défis fait-elle face ? Comment conjurer ces dangers existentiels ? Telles sont les préoccupations qui guident cette étude qui prend appui sur le Cameroun et la RDC, deux pays-clés de l'Afrique centrale connectés à l'OBOR, afin d'éclairer ses résultats.

2. La pensée de Xi Jinping sur les Nouvelles Routes de la Soie

C'est le 7 septembre 2013 au Kazakhstan que le Président chinois Xi Jinping lance l'initiative internationale La Ceinture et la Route (BRI), encore appelée les Nouvelles Routes de la Soie. Inspiré par les anciennes routes commerciales qui permirent dès le II^e siècle av. J.-C. de relier la Chine à l'Asie centrale, ensuite au monde arabe et à l'Europe à travers le commerce de la soie principalement, Xi Jinping ambitionne de donner un nouveau visage à la globalisation du 21^e siècle dont la Chine envisage être un acteur majeur. À travers cet ambitieux programme de développement infrastructurel qui implique les pays de presque tous les continents, la Chine cherche à entrer dans une nouvelle ère de son développement économique et de son progrès. Par la connectivité des réseaux économiques, politiques, scientifiques, technologiques, écologiques, sanitaires et culturels des pays du monde, elle s'efforce de construire pour l'humanité un avenir de prospérité partagée.

2.1 Les anciennes routes de la Soie

Elles remontent à plus de deux millénaires lorsque sous la Dynastie des Han, la Chine entreprit d'envoyer ses diplomates à l'est de ses frontières afin d'établir des relations pacifiques et amicales avec ses voisins. Ainsi débuta la longue tradition d'échanges entre la Chine, l'Asie et l'Europe : « Il y a plus de 2100 ans pendant la Dynastie Han (206 BC-AD 220), un émissaire chinois du nom de Zhang Qian avait été envoyé deux fois pour des missions de paix et d'amitié. Ses voyages ouvrirent la porte à des contacts amicaux entre la Chine et les pays d'Asie et marquèrent le début de la Route de la Soie reliant l'Est et l'Ouest, l'Asie et l'Europe » (Xi, 2019 : 1). Les marchands, les savants, les artisans de différentes nations et cultures se rencontraient rendant ainsi possible le progrès de la civilisation humaine. A peu près à la même période, soit en 206 BC-AD 25 durant la Dynastie Han de l'Ouest, les marchands chinois poussèrent vers l'Inde et le Sri Lanka ; là, ils vendaient la soie de Chine et d'autres objets. Sous la Dynastie des Tang (681-907), la Chine, ses étudiants, ses savants et ses marchands, échangeaient déjà avec plus de 70 pays dans le monde, introduisant leurs cultures en Chine et répandant la culture chinoise

à l'extérieur. Le XV^e siècle fut témoin, sous la Dynastie des Ming (1368-1644), des expéditions du grand navigateur eunuque, Zheng He, à travers les mers occidentales et au cours desquelles il visita les pays de l'Asie du Sud-Est et longea les côtes de l'Afrique de l'est, accostant même au Kenya ; à chacun des sept voyages, il noua des relations amicales et pacifiques, établit des relations diplomatiques et commerciales avec les peuples visités le long de la route. Enfin, durant la domination des Qing (1644-1911), la Chine bien que relativement repliée sur elle-même entra en contact avec la science, la technique, le commerce, la médecine et les religions de l'Europe moderne (Xi, 2019 : 22-23).

Ce qu'il faut retenir de ces nombreux épisodes de mise en contact, ce sont les influences réciproques, les échanges d'expériences et les apprentissages mutuellement enrichissants entre la Chine et le reste du monde. Les Nouvelles Routes de la Soie proposées aujourd'hui par le Président Xi Jinping répondent à ce souci de rencontres pacifiques et mutuellement bénéfiques entre la Chine et les autres peuples.

2.2 Les Nouvelles Routes de la Soie

Telle que définie par Xi Jinping lui-même, l'Initiative La Ceinture et la Route obéit au principe de la connectivité entre tous les pays du monde ; elle répond au souci de la construction d'une « communauté de destin partagé pour l'humanité ». De ce point de vue, elle apparaît comme la vision d'une mondialisation plus équilibrée propulsée par le plus grand pays en développement de la planète, la Chine.

Appuyée sur un puissant réseau d'infrastructures terrestres, maritimes, cybernétiques, informationnelles et culturelles qui va de la Chine à l'Eurasie, à l'Afrique, à l'Océanie et à l'Amérique du Sud, la connectivité du BRI (Belt and Road Initiative) est d'abord économique.

Selon Xi Jinping, il s'agit de « forger des liens économiques plus étroits, d'approfondir la coopération et d'élargir l'espace de développement » (Xi, 2019 : 3) entre les pays et les organisations des différents continents membres du BRI. Cela passe par quatre impératifs : une politique de consultation par laquelle les pays ont des discussions complètes sur les stratégies et politiques de développement, adoptent des plans et des mesures pour faire avancer la coopération régionale à travers la consultation dans l'esprit de rechercher un terrain commun tout en mettant de côté les différences ; le développement d'un réseau de transports routiers transfrontaliers permettant de relier les pays sur les cinq continents ; un commerce sans entrave qui passe par des accords visant à faciliter les investissements, lever les barrières commerciales, réduire les coûts pour le commerce et l'investissement, accroître la rapidité et augmenter la qualité des flux économiques régionaux et réaliser des progrès mutuellement bénéfiques pour tous ; une circulation monétaire qui privilégie le commerce dans les monnaies locales afin de contourner l'hégémonie du dollar américain et en se fixant pour objectif pratique la convertibilité des monnaies locales ou régionales, ce qui aurait pour avantage de baisser les coûts de circulation de l'argent, de réduire les risques financiers et d'augmenter la compétitivité des économies sur le plan international (Xi, 2019 : 5-6). La connectivité économique qui s'accompagne de la mise en place de zones de libre-échanges (FTZ) signifie également l'harmonisation des normes financières et bancaires à travers les pays situés le long des Nouvelles Routes de la Soie, la mise en place d'institutions financières comme la Banque Asiatique d'Infrastructures et d'Investissement (AIIB), ou le Fond pour les Routes de la Soie (SRF).

La connectivité du BRI est ensuite politique et diplomatique. L'Initiative La Ceinture et la Route vise la construction d'un nouveau système des relations internationales basé sur l'amitié, la confiance, la coopération, la prospérité commune et les échanges gagnant-gagnant dans un monde harmonieux et pacifique. Xi Jinping assure que « des amis proches sont mieux que des parents éloignés [...] Nous devons transmettre notre amitié génération après génération et demeurer de bons amis vivant dans l'harmonie » (Xi, 2019 : 3). Il insiste sur la nécessité pour chaque pays de suivre une voie autonome de développement pacifique conforme à ses conditions locales et à ses aspirations profondes. Il défend le principe de la souveraineté et de l'indépendance nationale, et déclare : « Nous respectons les chemins de développement et les politiques intérieures et étrangères poursuivies en toute

indépendance par les peuples de chaque pays [...] La Chine est attachée au développement pacifique et à une politique étrangère de paix » (Xi, 2019 : 3). Il réaffirme le droit pour chaque pays de choisir en toute indépendance son système social et son modèle de développement, et réitère que la Chine « n'interférera jamais dans les affaires intérieures » d'aucun pays. Il conclue d'un ton ferme : « Nous ne cherchons pas à dominer les affaires régionales ou à établir une quelconque sphère d'influence » (Xi, 2019 : 3). A travers l'Initiative La Ceinture et la Route, la Chine cherche au contraire à injecter davantage d'éléments chinois dans la formulation des règles internationales, c'est-à-dire des principes d'égalité, de respect mutuel, d'intérêt commun, de bénéfice mutuel en droite ligne de ses valeurs traditionnelles et de son expérience historique de l'invasion étrangère. Cela passe par un renforcement des mécanismes du système international actuel. Comme l'indique Xi Jinping, il s'agit pour la Chine d'améliorer sa capacité à participer à la gouvernance mondiale (Xi, 2019 : 188-192).

La connectivité du BRI agit enfin sur les plans scientifiques, technologiques et culturels. À l'instar de ce qui fut fait dans le passé, les Nouvelles Routes de la Soie du 21^e siècle entendent approfondir les échanges harmonieux des connaissances, des savoirs, des techniques et des cultures entre les différents pays du monde sur la base du principe de respect mutuel, de compréhension, d'acceptation, d'admiration et d'apprentissage réciproques. Dans le cadre des nouvelles routes de la soie, ces influences multiples ne se font pas sous le régime de l'épée et du canon. Elles sont le fruit de la coopération entre les nations dont les merveilles vont de l'une à l'autre, entraînant ainsi un enrichissement réciproque et un progrès remarquable de l'humanité. Xi Jinping en est convaincu : « Les civilisations deviennent plus riches et plus colorées à travers les échanges et l'apprentissage mutuel qui forment un levier important du progrès humain et de la paix et du développement universel » (Xi, 2019 : 19). Si les cultures sont diverses, elles sont aussi égales et inclusives. C'est de là, c'est-à-dire de leur aptitude à intégrer des apports extérieurs, que provient leur capacité à l'innovation. Celle-ci implique les relations de peuples à peuples, d'hommes à hommes. Témoins par exemple de ces échanges au niveau des individus, la création des différents Instituts des Routes de la Soie, la mise en contact d'étudiants et de chercheurs par l'octroi de bourses d'études et l'édition par le gouvernement chinois d'un plan d'action pour l'éducation dans le cadre de l'Initiative La Ceinture et le Route. Comme le soutient Xi Jinping (Xi, 2019 : 154-158), l'Initiative La Ceinture La Route bénéficie en premier aux peuples.

2.3 Une communauté de destin partagé pour l'humanité.

À travers l'Initiative La Ceinture La Route, Xi Jinping propose une reformulation de la globalisation qui prend le nom de « communauté de futur partagé pour le monde ». Il s'agit, rappelle le dirigeant chinois, d'un « appel de notre temps » (Xi, 2019) qui tourne le dos à l'ancien monde de la guerre, du colonialisme et de l'impérialisme pour un monde de paix, de souveraineté, d'égalité et de coexistence pacifique entre les nations. L'humanité doit prendre conscience de ce qu'il n'y a qu'une seule terre, ses habitants doivent vivre sur la base de l'ouverture aux autres et de l'inclusion en faisant preuve d'humanisme, de compassion, d'amour et de dévouement les uns à l'égard des autres. Les valeurs de neutralité, d'impartialité et de démocratie doivent guider les relations internationales. La communauté de destin partagée pour l'humanité s'appuie sur cinq piliers cardinaux. Il s'agit tout d'abord de construire un monde pacifique sur la base du dialogue et de la consultation en droite ligne d'une politique de non-confrontation et de non-alliance qui maintient la communication et exclue toute logique hégémonique. Il s'agit par la suite de construire un monde de sécurité pour tous à travers des efforts conjoints de lutte contre le terrorisme, les grandes pandémies et les risques liés aux migrations et à la circulation de populations réfugiés. Il s'agit aussi de construire un monde de prospérité commune à travers la coopération gagnant-gagnant, gage d'une mondialisation ouverte, transparente et non-discriminatoire. Enfin, cette mondialisation est culturellement diverse et écologiquement propre (Xi, 2019 : 222-239).

3. Les Nouvelles Routes de la Soie en Afrique

Dès son lancement en 2013, l'Afrique a constitué un segment important de l'Initiative La Ceinture et la Route à travers notamment ses côtes orientales. Le Président Xi Jinping a fixé les bases de cette nouvelle

coopération entre la Chine et l'Afrique dans un discours historique prononcé le 4 décembre 2015 à Johannesburg, lors du Forum de Coopération Chine-Afrique.

3.1 Les principes de la coopération Chine-Afrique dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie

Avec l'Initiative La Ceinture et La Route et sous la bannière des idéaux de développement commun et de bénéfice mutuel, le Président Xi Jinping a proposé que « le nouveau partenariat stratégique Chine-Afrique soit élevé au niveau de partenariat coopératif global » (Xi, 2019 : 115).

Ce partenariat global repose sur cinq piliers. Le premier pilier, c'est l'égalité politique et la confiance mutuelle par lesquelles la Chine et l'Afrique s'engagent à respecter les choix de développement de l'une et de l'autre, sans qu'aucune partie n'essaie d'imposer son modèle à l'autre: « La Chine croit fermement que l'Afrique appartient aux Africains et que les affaires africaines doivent être décidées par les Africains » (Xi, 2019 : 116). Le second pilier, c'est l'amitié et la justice, qui sont basées sur des intérêts partagés entre la Chine et l'Afrique, et requièrent « de faciliter les efforts de développement de l'Afrique et préparer un développement commun par une coopération mutuellement bénéfique » (Xi 2019 : 116) appuyés sur la facilitation du développement industriel du continent. Le troisième pilier de ce partenariat stratégique et global, c'est l'accent mis sur les interactions culturelles qui passent par les échanges de peuples à peuples à travers la mise en place des *Think tanks*, de médias, d'universités des deux côtés. Le quatrième pilier, c'est l'assistance mutuelle en matière de sécurité ; il s'agit non seulement de s'attaquer à la pauvreté en tant que première cause de l'instabilité, mais aussi d'aider l'Afrique à construire ses propres capacités de défense et de maintien de la paix (Xi, 2019 : 117). Le cinquième pilier du nouveau partenariat sino-africain dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie, c'est la solidarité et la coordination entre l'Afrique et la Chine dans les affaires internationales en direction d'un monde plus juste et d'un système de gouvernance mondiale plus équitable (Xi, 2019 : 117).

3.2 Les axes de la coopération sino-africaine dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie

En 2015, Xi Jinping a fixé en dix points les nouveaux axes de la coopération sino-africaine sous le BRI. Exécutables dans un délai de trois ans, ces axes tournent principalement autour de l'accélération de l'industrialisation de l'Afrique et de la modernisation de son agriculture en vue d'un développement durable.

Le premier axe de cette coopération est le programme sino-africain d'industrialisation. Il consiste à promouvoir le partenariat Chine-Afrique dans les champs de la complémentarité industrielle et des capacités industrielles entre la Chine et l'Afrique en encourageant les entreprises chinoises à investir en Afrique. Cela passe par la construction de parcs industriels, l'envoi en Afrique d'experts et de conseillers chinois qualifiés, la mise en place par la Chine en Afrique de centres d'éducation et d'écoles à vocation professionnelle en vue de renforcer les capacités industrielles de l'Afrique, la formation par la Chine de 200,000 techniciens et la fourniture de 400,000 bourses de formation en Chine pour les personnels africains.

Le deuxième axe de la coopération sino-africaine sous le BRI est le programme sino-africain de modernisation agricole, par lequel la Chine s'engage à partager avec l'Afrique son expérience dans le domaine du développement agricole et à transférer des technologies toutes prêtes en matière d'exploitation agricole à large échelle, d'établissement de fermes animales et de processus de stockage des graines en vue de la création d'emplois ruraux hautement rémunérés. Dans cette optique, 100 villages africains, encadrés par 30 équipes d'experts agricoles chinois, sont à mobiliser tandis qu'un mécanisme de coopération appelé "10+10" entre des instituts de recherche agricoles chinois et africains aidera à la modernisation des capacités agricoles de l'Afrique.

Le troisième axe de la coopération sino-africaine sous le BRI est le programme sino-africain d'infrastructures, qui consiste pour la Chine à aider à la planification, la conception, la construction et l'opérationnalisation d'infrastructures en Afrique dans les secteurs du rail, des routes, de l'aviation régionale, des ports, de l'électricité et des communications. Dans cette perspective qui est celle de la consolidation des capacités africaines en matière de développement durable, la Chine projette d'aider l'Afrique à établir cinq universités de transport.

Le quatrième axe de la nouvelle coopération Chine-Afrique dans le cadre de l'Initiative La Ceinture et La Route concerne le programme financier sino-africain ; il a pour but, à écouter Xi Jinping, le financement de l'industrialisation de l'Afrique par une plus grande utilisation de la monnaie chinoise, le Renmimbi, dans les transactions financières entre la Chine et l'Afrique, l'établissement d'un plus grand nombre de banques chinoises sur le continent africain susceptibles de fournir un soutien financier et des services à des projets sino-africains de développement industriel.

Le cinquième axe de la coopération sino-africaine sous le BRI est relatif au programme sino-africain de développement vert ; il vise l'appui de la Chine à l'Afrique dans le domaine des capacités écologiques, ce qui passe par un développement économique durable et à faible consommation de carbone et le lancement de 100 projets pour développer l'énergie propre, protéger les espèces sauvages, promouvoir des projets agricoles respectueux de l'environnement et construire des cités intelligentes (*smart cities*) (Xi, 2019 : 118-119).

Le sixième axe de coopération sino-africaine dans le cadre de le BRI est le programme sino-africain du commerce et de facilitation de l'investissement ; il consiste pour la Chine et l'Afrique à négocier des accords de libre-échanges globaux au niveau des pays ou des organisations régionales couvrant le commerce des biens et des services et les opérations d'investissements, ce qui permettrait de booster les importations chinoises des produits africains ; la Chine s'engage en outre à fournir à l'Afrique un appui dans le domaine de la protection juridique des clients, l'inspection et la taxation des produits, la standardisation, la certification et l'accréditation ainsi que dans le domaine du commerce électronique.

Le septième axe de la coopération sino-africaine dans le cadre du BRI, c'est le programme Chine-Afrique de réduction de la pauvreté. Ayant remporté d'immenses victoires dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, la Chine entend accroître son aide et partager son expertise avec l'Afrique à travers la mise en place de 200 projets "Vie Heureuse" ciblant les femmes et les enfants, l'annulation conséquente des dettes pour les emprunts à taux zéro contractés par les pays africains les moins avancés.

Comme huitième axe de cette nouvelle coopération sino-africaine dans le cadre des nouvelles routes de la soie, le Président Xi Jinping évoque le programme sino-africain de santé publique ; la Chine aidera l'Afrique à renforcer son système de santé publique en matière de prévention et de contrôle des maladies, notamment par la construction du Centre Africain de Contrôle des Maladies, la mise sur pied de partenariats entre 20 hôpitaux chinois et 20 hôpitaux africains.

Le neuvième axe quant à lui repose sur le programme sino-africain de culture et d'échange de peuples à peuples ; la Chine entend construire cinq centres culturels en Afrique, fournir la réception satellite à 10,000 villages africains, offrir 30,000 bourses d'études gouvernementales, sponsoriser des voyages d'études et former 1000 professionnels africains des médias sans oublier de booster le tourisme entre les deux parties. Le dernier et dixième axe, c'est le programme sino-africain de sécurité qui appelle une plus grande participation de la Chine dans la construction des systèmes de défense des pays africains, ou sa plus grande implication dans les missions de maintien de la paix menées sur le continent africain sous la bannière des Nations Unies.

4. Du discours à la pratique : le Cameroun et la RDC dans les Nouvelles Routes de la Soie

Voyons à présent comment ces principes de la pensée de Xi Jinping sur l'OBOR se sont traduits dans la réalité du développement de certains pays africains. Nous concentrerons notre attention sur l'Afrique centrale avec pour cas d'études les deux pays les plus importants de cet espace géopolitique et géo-économique : le Cameroun et la République démocratique du Congo.

4.1 Le Cameroun dans les Nouvelles Routes de la Soie : stratégies, opportunités et enjeux pour le développement national

À l'instar de la Chine, le Cameroun est entré lui aussi dans une nouvelle ère de son développement. Les principaux marqueurs de changement de cap sont repérables dans : le pivot vers l'Asie, l'adoption d'un Plan d'Émergence 2035 et la mise sur pied d'un Plan Directeur d'Industrialisation.

Le pivot vers l'Asie s'est traduit par divers ajustements de politique étrangère au nombre desquels peuvent être cités l'allègement de la tutelle des institutions financières internationales (FMI, BM) sur le pays à partir de l'année 2008 ; le déclin relatif de la main mise néocoloniale des ex-nations colonisatrices et impérialistes (France, Grande-Bretagne, États-Unis d'Amérique), ou des groupes et alliances d'États hégémoniques (Union européenne) sur le pays ; la montée du Brésil, de la Russie, de la Turquie, de l'Inde et des Émirats Arabes Unis dans un espace économique intérieur plus diversifié ; l'irruption fulgurante de la Chine positionnée comme le principal partenaire économique, commercial, financier et stratégique du Cameroun. Adopté par le gouvernement camerounais en 2011, l'ambitieux Plan d'Émergence 2035 couvre des investissements massifs dans les infrastructures, les transports, l'énergie, l'innovation scientifique et technologique, le progrès social³ ; il vise à faire du Cameroun l'usine de la nouvelle Afrique industrielle. Le Plan Directeur d'Industrialisation (PDI)⁴ proposé par le gouvernement camerounais s'appuie sur : *Trois Sanctuaires*, à savoir l'agro-industrie, l'énergie et les nouvelles technologies ; *Cinq Piliers* qui englobent les filières forêts/bois, textile/manufacture, mines/métallurgie/acier, hydrocarbures/pétrochimie/raffinerie, chimie/pharmacie ; *Deux Fondations* qui reposent sur les infrastructures et les financements ; *Une Couverture de la stratégie industrielle* déployée en deux volets : la supervision stratégique et l'intelligence économique ; *Une Vision panafricaniste* conçue en droite ligne de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine sur la transformation des ressources africaines en Afrique⁵.

Afin de réaliser ces objectifs de développement, le leadership camerounais a fortement misé sur la convergence d'intérêts stratégiques entre la Chine et le Cameroun. Tout d'abord, le Président Paul Biya a clairement défini des objectifs communs de développement entre les deux pays dans une adresse à la nation le 10 février 2018, signifiant l'intérêt du BRI pour le Cameroun : « Les orientations [de développement du Cameroun en matière d'éducation, de formation des jeunes, d'acquisition des nouvelles technologies et de modernisation de l'agriculture] rejoignent les objectifs des Nouvelles Routes de la Soie présentées par la Chine⁶ ». Cette convergence sera ensuite formalisée par la signature en marge du FOCAC (Forum de Coopération entre la Chine et l'Afrique) le 2 septembre 2018, du Mémorandum d'Entente sur l'entrée du Cameroun dans les Nouvelles Routes de la Soie. Elle se matérialisera à travers la mise sur pied, ou la planification d'opportunités de développement industriel à plusieurs niveaux entre les deux pays. Il n'est pas inutile d'en lister quelques-unes :

4.1.1 Au niveau des infrastructures

- La construction du Corridor ferroviaire Cameroun-Tchad-Soudan avec une possible continuité sur la Mer Rouge (Ethiopie ou Djibouti) par laquelle la Ceinture Maritime du 21^e siècle pénètre en Afrique.
- La construction programmée du Corridor ferroviaire Cameroun-RDC-Ethiopie.
- La construction du deuxième terminal du port en eaux profondes de Kribi, ville par laquelle les Nouvelles Routes de la Soie débouchent sur la côte atlantique africaine.
- La construction de la zone industrielle, technologique et financière de Kribi.
- La construction de l'autoroute Edéa-Kribi-Lolabé.
- La construction du chemin de fer Mbalam-Nabeda.

³ Lire *Cameroun Vision 2035*. Document de travail du Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire publié en Février 2009. <https://faolex.fao.org>; lire aussi la *Stratégie Nationale de Développement 2020-2030*. Pour un développement structurelle et le développement inclusif, publié en janvier 2020. <https://faolex.fao.org>

⁴ *Rapport Symposium. Industrialisation au Cameroun*, publié le 21 avril 2016. <https://www.foretiafoundation.org>; lire *Révision du Plan Directeur Industriel du Cameroun: la CEA sollicitée*. <https://repository.uneca.org> ; lire aussi la *Stratégie de développement du secteur de l'industrie et des services 2020-2030*. Document du Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire du Cameroun. <https://minepat.gov.cm>

⁵ *Agenda 2063. L'Afrique nous voulons. Cadre stratégique commun pour une croissance inclusive et un développement durable. Premier plan décennal de mise en oeuvre 2014-2023*. <https://www.africaunionfoundation.org>

⁶ <https://www.prc.cm>

- La construction de l'autoroute Kribi-Douala-Yaoundé.
- La construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen.
- La construction de l'autoroute Yaoundé-Douala.
- La construction du chemin de fer Soudan du Sud-Tchad-Cameroun du nord-Maiduguri au Nigéria.
- La construction du Technopole numérique de Nkoteng-Babuté.
- La construction du nouveau siège de l'Assemblée nationale du Cameroun

4.1.2 Au niveau de l'énergie, de l'agriculture et des mines

- La construction des barrages hydro-électriques de Meve'ele et de Mekin.
- Les investissements dans les mines (fer, bauxite, or, cobalt).
- Les investissements dans l'agro-industrie avec les fermes pilotes industrielles et les champs d'expérimentation de la riziculture dans le bassin de la Sanaga.

4.1.3 Au niveau des télécommunications

- Le renforcement du partenariat logistique entre le géant chinois Huawei et la société nationale de télécommunication du Cameroun (Camtel).
- L'assistance technique de la Chine à la Cameroon Radio and Television (CRTV).
- La domination du marché de la téléphonie mobile au Cameroun par les entreprises chinoises Huawei, Techno et Xiaomi.

4.1.4 Au niveau de l'éducation et de la culture

- L'octroi de bourses d'études du gouvernement chinois aux étudiants camerounais.
- Les programmes d'échanges d'étudiants, d'enseignants, de chercheurs et de médecins entre les deux pays.
- L'enseignement et l'apprentissage du Mandarin dans les écoles secondaires et universités d'Etat ou privés du Cameroun.
- La création des Instituts Confucius au Cameroun dans les villes de Yaoundé, Douala et Maroua.

4.1.5 Aux niveaux militaire, diplomatique, humanitaire et sanitaire

- L'appui en armes et munitions apporté par la Chine au Cameroun dans sa lutte contre la secte islamiste Boko Haram.
- Le veto apposé par la Chine au Conseil de sécurité des Nations Unies à une résolution visant à condamner le Cameroun dans sa lutte contre les séparatistes armés des régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest du pays.
- L'appui logistique apporté par la Chine au Cameroun dans la gestion de la crise des réfugiés dans l'extrême-nord du pays.

Pour récapituler, nous dirons que la trajectoire de développement économique et industriel du Cameroun, depuis une dizaine d'années, est directement connectée à l'initiative globale promue par la Chine, La Ceinture et La Route. Cette initiative peut être vue comme une matérialisation de la pensée de Xi Jinping sur la coopération sino-africaine dans la nouvelle ère du développement économique mondial.

4.2 La RDC dans la Nouvelles Routes de la Soie : défis géopolitiques et géo-économiques

La République démocratique du Congo (RDC) est le plus grand pays d'Afrique en termes de superficie, et l'un des plus riches sur le plan des ressources naturelles et du potentiel hydraulique ; c'est en conséquence le pays le plus important de la sous-région Afrique centrale. Après deux guerres civiles particulièrement dévastatrices (1996 et 2003) muées par la suite en guerre régionale (« la guerre

mondiale africaine⁷ »), la reconstruction de la RDC va s'opérer sous l'impulsion de la Chine à travers deux piliers : la signature du « contrat du siècle » et les Nouvelles Routes de la Soie, les deux directement adossés au marché des minerais.

En 2007, le gouvernement de la RDC et celui de la Chine avaient signé le « contrat du siècle⁸ », un accord bilatéral de coopération économique et industriel qui reposait sur la Stratégie des Cinq piliers de relance de la RDC et qui reposait sur les infrastructures, la santé, l'éducation, l'eau et l'électricité, le logement.

Ces piliers étaient sous-tendus par un accord d'échange des minerais congolais contre des infrastructures construites et livrées par la Chine. Dans le registre de ces infrastructures se trouvaient : le projet de construction de 10.000 km de routes et de voies ferrées sur l'ensemble du territoire congolais, dont 3000 km de liaisons routières entre Kisangani et Lubumbashi et 3500 km de liaisons ferroviaires entre le Katanga et le Bas-Congo ; le projet de construction d'infrastructures de voiries à Kinshasa ; le projet de construction de 31 hôpitaux de 150 lits ; le projet de construction de 145 centres de santé ; le projet de construction de deux universités ; le projet de construction de 5000 logements sociaux ; le prêt d'un montant de 9.5 milliards de dollars US entre Exim Bank China et la Sicominex, la société congolaise d'État en charge des mines. À ces projets, il fallait ajouter des investissements chinois connexes déjà effectifs en RDC, à l'instar de la construction de l'usine de traitement d'eau de Lukanga à Kinshasa ; la construction de l'hôpital de référence de N'djili ; la construction de la turbine de Mbuji-Mayi ; la construction de la route Béni/Komanda ; la construction de la route Béni/Kisangani ; la construction de la liaison routière entre l'aéroport de N'djili et le centre-ville de Kinshasa ; la réhabilitation des voies urbaines à Bukavu.

Après avoir négocié ce gigantesque accord financier avec la Chine, la RDC va par la suite manifester son intérêt à intégrer le projet des Nouvelles Routes de la Soie sous la forme de couloirs commerciaux d'intégration régionale ayant pour vocation de relier les côtes indienne et atlantique du continent africain. Il s'agit, traversant le ventre de l'Afrique centrale, de la Route transocéanique nord-africaine (NTAR) et de la Route transocéanique sud-africaine (STAR).

La Route transocéanique nord-africaine (NTAR) ambitionne de relier par le train et le fleuve le port de Mombassa (Kenya) et ceux de Matadi (RDC) et de Pointe-Noire (République Populaire du Congo). Elle projette d'étendre le chemin de fer à voie standard (SGR) de Mombassa à Kampala (Ouganda) et à Kisangani, et d'aménager la navigabilité du fleuve Congo de Kisangani à Kinshasa et Brazzaville (République du Congo). Le NTAR vise enfin à finaliser la construction du colossal barrage d'Inga 3, le futur plus grand barrage hydro-électrique au monde qui est à même d'alimenter à lui tout seul toute l'Afrique en énergie électrique. Quant à la Route transocéanique sud-africaine (STAR), elle passe par la réhabilitation du chemin de fer TAZARA construit grâce à la coopération chinoise dans les années 1970, notamment les tronçons Dar-Es-Salam (Tanzanie)/Zambie/Katanga (RDC) et Katanga/Benguela (Angola)/Côte atlantique de l'Angola ; la construction du chemin de fer du Nord-ouest ; et l'extension de TAZARA du centre de la Zambie à la jonction angolo-congolaise⁹.

Il ne peut être ignoré que l'un des enjeux majeurs de ces deux corridors économiques pour la Chine et la RDC se situe dans le contrôle et l'exploitation de la mine de cobalt de Tenke, la plus grande au monde, dont la sécurisation du contrat d'exploitation a été réalisée par la Chine en 2017 pour un montant record de 2.65 milliards de dollars US. Ce qui en a fait l'une des plus importantes transactions commerciales du siècle passée entre la Chine et un pays partenaire de l'hémisphère Sud. Grâce à cette opération, la Chine pouvait désormais contrôler 62% du marché mondial du cobalt tout en prétendant à la place de potentiel leader mondial dans la technologie des batteries et des véhicules électriques, des télécommunications, des systèmes de transports personnels à usage civil ou militaire. Ainsi unies dans les

⁷ Y. Bourdillon, «Le Congo au coeur de la «guerre mondiale africaine» oubliée», *Les Echos*, publié le 16mars 2017. <https://www.lesechos.fr>

⁸ T. Coloma, «Quand le fleuve Congo illuminera l'Afrique. Le «contrat du siècle», *Le Monde diplomatique*, février 2024.

⁹ A. Korybko, *Hybrid Wars: the Indirect Adaptive Approach to Regime Change*, Moscow, Peoples' Friendship University of Russia, 2015.

Nouvelles Routes de la Soie, la RDC et la Chine pouvaient se positionner comme les acteurs-clés de l'innovation technologique mondiale dans le futur.

5. La pensée de Xi Jinping sur les Nouvelles Routes de la Soie en Afrique à l'épreuve de la géopolitique mondiale

En proposant au monde et à l'Afrique le projet de connectivité du BRI, Xi Jinping entendait œuvrer à l'édification d'une globalisation plus équilibrée, autant compétitive que davantage soucieuse des intérêts des peuples en développement. En Afrique, cette poussée en faveur d'une globalisation plus inclusive et harmonieuse sous la bannière chinoise fait face à d'importants défis en forme de menaces. Étudions à présent quelques-uns de ces défis en Afrique centrale, en particulier au Cameroun et en RDC.

5.1 Un défi économique et financier

Relayées principalement par des officines de propagande occidentales, de nombreuses critiques ont été émises contre le projet du BRI et qui contestent sa fiabilité économique et sa viabilité financière. En dépit de la création d'un Fonds pour La Ceinture et La Route (Belt and Road Fund) et de la Banque Asiatique d'Infrastructures et d'Investissement (AIIB) à l'effet de financer des projets directement reliés au BRI, à l'instar de l'important corridor Chine-Pakistan, la ligne ferroviaire Djibouti-Addis-Abeba ou le deuxième terminal du port en eaux profondes de Kribi, certains observateurs ont continué d'exprimer des doutes sur l'impact réel du BRI sur la transformation structurelle des économies des pays situés le long de la Route (Tybring-Gjedde, 2020). Au Cameroun tout comme en RDC, nombre de ces infrastructures ont pu être considérées comme des « éléphants blancs » dont l'apport en plus-value locale serait quasiment nul.

Les mêmes critiques ont souligné le risque d'alourdissement de la dette des pays Africains à l'égard de Chine¹⁰. En 2022, celle-ci atteint le chiffre des 1800 milliards de dollars US. Devenu le premier créancier du continent africain en plus d'être son principal partenaire commercial, la Chine menacerait de plonger l'Afrique dans « le piège de la dette », exprimant ainsi des velléités néocolonialistes similaires à celles des pays occidentaux¹¹. Dans le cas de la RDC, par exemple, l'on a pu assister à une levée de bouclier des principales institutions financières (FMI, BM) et des principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux occidentaux (États-Unis, Grande-Bretagne, Belgique, France, UE) du Congo vents debout contre « l'accord du siècle ». À coup de menaces de sanctions, ils avaient ainsi contraint le gouvernement congolais à revoir à la baisse ses clauses financières avec la Chine, le faisant ainsi passer de 9.5 à 6 milliards à 6 milliards de dollars US. Cette révision inspirée par le dogme néolibéral s'était opérée par l'amputation du volet social de l'accord, autrement dit l'aspect concernant les hôpitaux, les écoles et les logements. Seuls demeuraient en vigueur le volet sur les mines (3 milliards) et celui sur les infrastructures (3 milliards). En outre, de nombreuses ONG locales ont repris le discours occidental sur le « pillage » des ressources minières africaines par la Chine à travers ses compagnies, l'accaparement des terres arables, la destruction du tissu industriel national africain par les importations chinoises, les dommages environnementaux causée par la construction des barrages, des ports et des routes par la Chine. Au Cameroun et en RDC, ces critiques ont parfois conduit les gouvernements à renégocier ou même à annuler certains contrats passés avec des sociétés chinoises. C'est le cas en RDC où une révision du « Contrat du siècle » a été opérée en 2024, avec pour principale conséquence la réintroduction prépondérante d'acteurs américains dans le secteur des mines et la marginalisation de l'apport chinois sans que l'on soit sûr d'un gain congolais substantiel¹².

¹⁰ T. Pairault, «Dettes africaines et créances chinoises. Donner du sens à un conflit, *Annuaire français des relations internationales*, pp. 263-277, 2024. Lire Y. Chen, S. Mustapha, P. Krause, J. Krynauw, *Chine en matière de prêts souverains et de restructuration de la dette: une introduction pour les gestionnaires de la dette publique*, 2021. <https://cabri-sbo.org>

¹¹ S. Marysse, S. Greenen, *Les Contrats chinois en RDC: l'impérialisme rouge en marche?* <https://medialibrary.uantwerpen.be>

¹² C.-jr. Kabange Nkongolo, *Quelques considérations juridiques sur le deal sino-congolais*. <https://leganet.cd>

5.2 Un défi géopolitique et géostratégique

Il est sans doute le plus important. En Afrique comme partout dans le monde, les Nouvelles Routes de la Soie chinoises sont confrontées à d'immenses défis géopolitiques et géostratégiques relatives à ses tentatives de remodelage de l'ordre international unipolaire. Selon l'analyste politique américain Andrew Korybko, ces défis se traduisent par les menaces ou les opérations de « guerres hybrides » auxquels sont soumis les pays ayant choisi un rapprochement avec la Chine à travers leur implication dans le projet du BRI (Korybko, 2015). D'origine française, un autre analyste politique, Thierry Meyssan, défend un point de vue similaire inspiré par la géopolitique du chaos ici appelée « Choc et effroi » du nom de son concepteur l'Amiral américain Arthur Cebrowsky ; elle consiste dans le démantèlement chaotique des grands États de l'hémisphère Sud ou de tout Etat susceptible de contester l'hégémonie américaine sur le monde au moyen de la « guerre sans fin » (Meyssan, 2021).

Rappelons que la guerre hybride est souvent appelée « guerre de quatrième génération » en raison de l'importance cruciale de l'information et de la communication dans ce nouveau type de guerre. Certains spécialistes se risquent même à l'expression « guerre de cinquième génération » afin de rendre compte du rôle croissant de l'Intelligence Artificielle dans ces conflictualités contemporaines. D'autres parlent de « guerre douce », de « guerre de basse intensité », de « guerre sous le seuil ». On doit le concept de guerre hybride à deux thèses de la Postgraduate Naval School de Californie, l'une de Robert Walker en 1998 et l'autre de William Nemeth en 2000. Ils entendent pour l'un donner un contenu théorique à la combinaison des méthodes régulières et irrégulières employées par l'armée américaine dans les années 1990 sur divers théâtres d'opérations (Irak, Somalie, Yougoslavie), et pour l'autre attirer l'attention sur l'insurrection tchéchène appuyée par les Américains comme le modèle par excellence de la guerre hybride. En 2005, 2007 et 2010, les stratèges militaires américains, le Colonel Frank Hoffman et le Général James Mattis, font de l'hybridité la clé de compréhension des guerres du futur (Tenenbaum, 2015 ; Alchus 2019).

La guerre hybride désigne donc un conflit lié à des menaces intérieures ou extérieures d'un pays, où plusieurs types d'hostilités sont utilisés simultanément engageant des forces militaires conventionnelles, une tactique de forces militaires irrégulières, des activités illégitimes visant à déstabiliser la situation. Selon, la menace hybride consiste en une capacité réalisée ou envisagée d'utilisation simultanée des méthodes militaires et conventionnelles en vue de déstabiliser ou de détruire une cible. Pour Andrew Korybko (2015), c'est un type révolutionnaire de guerre asymétrique, complexe, coordonnée, simultanée et totale provoqué depuis l'extérieur. Cette guerre est une combinaison de méthodes coercitives qui implique des forces militaires, des pressions politico-diplomatiques, des pressions financières et économiques, des pressions informationnelles, psychologiques et culturelles, les technologies politiques des « révolutions de couleur », le terrorisme et l'extrémisme, les actions de services spéciaux, les actions des forces spéciales et des forces publiques réalisées sur un seul plan par les organes gouvernementaux de l'État, le bloc militaro-politique, etc.

La guerre hybride possède des caractéristiques qui aident la reconnaître : activités militaires déclenchées durant la période de paix (sans déclaration de guerre), passes d'armes sans contact entre des groupes mobiles de combattants, attaques simultanées contre les unités et les sites militaires de l'ennemi sur tout le territoire, activités simultanées sur terre, dans l'air, en mer et dans l'espace de l'information, utilisation des méthodes asymétriques et indirectes, gestion des combattants au sein d'un système commun d'information. La méthode de guerre hybride consiste à identifier l'État ciblé, identifier et manipuler les « vulnérabilités structurelles socio-politiques » (Korybko, 2015) selon des lignes de fractures ethniques, religieuses, régionales, politiques ou économiques, procéder au pré-conditionnement des populations ciblées (pré-conditionnement social : information, propagande, soft power ; pré-conditionnement structurel : ONGs, sanctions économiques, attaques fiscales, sabotages infrastructurels), provoquer une Révolution de couleur ou *Regime change*.

Les protagonistes d'une guerre hybride sont : les forces armées d'États souverains, les gangs criminels, les sociétés militaires privées (Blackwater, Wagner), les groupes terroristes (Al Qaeda, Daesh, Armée de résistance du Seigneur), les groupes rebelles armés. Les objectifs de la guerre hybride sont : la

désintégration totale ou partielle de l'Etat ciblé, un changement qualitatif de sa politique intérieure ou étrangère, le remplacement de la direction de l'Etat par des régimes loyaux, l'instauration d'un contrôle externe idéologique, financier et économique sur le pays ciblé, la subordination du pays ciblé à la dictature par d'autres Etats ou des multinationales, le chaos et surtout la perturbation des projets multipolaires intercontinentaux des pays souverains ayant pour vocation le bouleversement du rapport de force international dominé par les États atlantistes. L'Union Eurasienne lancée par la Russie et surtout les Nouvelles Routes de la Soie portées par la Chine sont inscrites au cœur de cette lutte. Il est dès lors aisé de comprendre pourquoi les principaux champs de batailles hybrides se trouvent dans le grand Heartland de l'Afrique et l'Afrique transocéanique dans lesquels se situent le Cameroun et la RDC. D'autres théâtres existent comme les Balkans, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine.

En tant que nouvel instrument de la politique internationale des Etats-Unis d'Amérique visant à perturber, retarder ou détruire les Nouvelles Routes de la Soie, la guerre hybride est bel et bien utilisée contre la Chine sur le territoire du Cameroun et celui de la RDC. De l'avis d'A. Korybko qui a formulé cette hypothèse, elle viserait à couper ou perturber les corridors économiques chinois qui traversent par la route, le chemin de fer, les oléoducs, les gazoducs et les ports, le pays de l'est à l'ouest et du nord au sud en le reliant à ses voisins immédiats : le corridor Juba (Soudan du Sud)-Kousseri (Cameroun)-Ndjamena (Tchad)-Maiduguri (Nigeria), le corridor Kribi-Edéa-Limbé (Cameroun)-Calabar (Nigéria), le corridor Bangui (RCA)-Douala-Kribi (Cameroun). Dans la même foulée, il s'agirait tout en asphyxiant progressivement et silencieusement le Cameroun de couper la Chine de l'accès aux immenses ressources en hydrocarbures dont regorge le golfe de Guinée au carrefour du Cameroun, du Nigéria et de la Guinée Équatoriale. Comme effet collatéral de l'affaiblissement du Cameroun se trouverait en ligne de mire l'effondrement et le morcellement du Nigéria, principale puissance économique et démographique du continent africain. C'est armé de cette hypothèse qu'Andrew Korybo explique la crise sécuritaire qui secoue le nord du Cameroun née des attaques de la secte islamiste Boko Haram devenu l'État Islamique en Afrique de l'Ouest. Le chercheur applique la même grille d'analyse aux menaces humanitaires posées par le risque d'utilisation des réfugiés centrafricains à la frontière est du Cameroun comme arme de guerre massive, ou l'incursion dans la région de l'Adamaoua de coupeurs de route, de braconniers et de bandits armés en provenance de la RCA. Enfin, la crise séparatiste qui ensanglante depuis 2016 les régions anglophones du Cameroun occidental constituerait le modèle-type de la guerre hybride engagée par les puissances impériales dans leur lutte contre les Nouvelles Routes de la Soie chinoises sur le sol camerounais. En plus de la panoplie de la désinformation, cette guerre engage la palette complètes de l'hybridité : décapitations, amputations, viols, rackets, pratiques de cannibalisme sur des civils par des assaillants armés, trafics de stupéfiants, utilisation des enfants soldats, attaques à la bombe dans des lieux publics, assassinats d'élèves dans des établissements scolaires, meurtres des membres des forces de défense camerounaises par des séparatistes armés de l'« Ambazonie » dissimulés par les populations civiles. À ce volet militaire de la guerre hybride au Cameroun contre la Chine, il faut enfin adjoindre un volet politique marqué par une tentative avortée de révolution de couleur en octobre 2018 à la faveur des élections présidentielles tenues dans le pays.

En RDC, outre le blocage de « l'accord du siècle », la guerre hybride euro-américaine en vue de contenir l'influence chinoise dans le pays apportée par le BRI révèle elle aussi plusieurs phases. A. Korybko (2017) évoque en premier lieu les tentatives de destruction ou de prise de contrôle par les Américains et leurs alliés des deux fronts nord et sud des Nouvelles Routes de la Soie en RDC, le NTAR et le STAR. Il n'est pas exclu que des groupes rebelles en provenance de l'Ouganda (Armée de résistance du Seigneur) et du Rwanda ou que des mouvements séparatistes dans le Katanga soient instrumentalisés dans le but de servir ces dessins. Puissamment appuyée par la Chine, l'intégration régionale du centre, du sud et de l'est africain dans une vaste zone de libre-échange annexée au NTAR et au STAR à travers la Communauté des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté des États de l'Afrique Méridionale (SADEC) et la Communauté des États de l'Afrique de l'Est (CEEAE) pourrait être freinée par des tentatives de déstabilisation visant les gouvernements des États membres de

ces unions douanières et économiques. Le Rwanda et le Burundi font face depuis quelques années à d'importantes tensions politiques internes qui menacent de faire replonger ces pays dans le gouffre de la guerre civile et du génocide. Dans cette perspective, les déplacements massifs des réfugiés en direction de la RDC constitueraient une menace supplémentaire pour la stabilité de ce pays. Le Malawi d'ordinaire calme a essuyé en 2019 ce qui s'apparenterait à une tentative de révolution de couleur, à l'instar de la République du Congo qui a de nouveau vu la région du Pool s'embraser et contester l'autorité du pouvoir central. La RCA a connu une coalition de rebelles du nord fondre sur la capitale Bangui, d'où ils ont été chassés *in extremis* par les militaires russes et rwandais appelés à l'aide par le gouvernement légitime du pays. Un renforcement du contrôle américain n'est pas à exclure sur le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie, pays par lesquels passent le NTAR et le STAR, ces deux bras des Nouvelles Routes de la Soie qui ceinturent la RDC. Par ailleurs, ces pays qui abritent de longue date d'importantes communautés d'hommes d'affaires indiens parfaitement intégrés au tissu social local sont encouragés à augmenter leur degré de coopération économique avec l'Inde, qui envisage de proposer à l'Afrique les Routes du coton comme alternative aux Routes de la Soie de la Chine.

Le dernier aspect de l'attaque hybride lancée contre la RDC par l'axe euro-américain décidé à bloquer les Nouvelles Routes de la Soie dans ce pays continent concernerait ce qu'A. Korybko (2019) appelle la guerre de « l'Etat profond congolais ». Il a pu déceler au sein de la technocratie congolaise (gouvernement, armée, services spéciaux) les indices d'un début de « printemps congolais » durant les élections présidentielles de mars 2019, qui s'étaient soldées par un accord de transfert pacifique du pouvoir entre Joseph Kabila et Etienne Tshisékédi au détriment du champion de l'Occident, Martin Fayulu. Le premier avait cédé le pouvoir en échange d'une garantie sur le contrôle des services de sécurité et d'intelligence, l'armée, le parlement et la politique étrangère. Cependant, l'analyste américain a perçu dans cet accord les prémices d'un scénario angolais de retournement du nouveau Président Etienne Tshisékédi contre son parrain. Au chapitre de ces prémices, on peut citer : le blocage de l'investiture au parlement des membres du parti de l'ancien Président Joseph Kabila, le report des élections régionales par le Président Tshisékédi, les sanctions américaines contre des observateurs électoraux de la présidence de mars 2019 soupçonnés de sympathie pour l'ancien Président de la République, la visite du Président Tshisékédi aux États-Unis d'Amérique aussitôt son élection actée, la rapide dissolution du puissant organisme d'État ayant la haute main sur la coopération sino-congolaise, et la toute dernière décision prise par le gouvernement congolais de revoir l'ensemble de ses contrats miniers avec la Chine. Il serait difficile de ne pas voir dans ces décisions des manœuvres américaines destinées à couper l'accès de la Chine aux fabuleux gisements de fer, de cobalt, de diamant et de coltan enfouis dans le sous-sol congolais, en même temps qu'une volonté de priver la RDC des nouvelles routes commerciales moins onéreuses offertes par la Chine et susceptibles de fixer des bases solides à son projet d'industrialisation.

6. Réponses aux menaces pesant sur les Nouvelles Routes de la Soie en Afrique à partir de la pensée de Xi Jinping

La pensée de Xi Jinping fournit un réservoir précieux de solutions aux menaces qui pèsent sur l'Initiative La Ceinture et La Route en Afrique. Exploitée adéquatement, elle permettrait :

- D'œuvrer plus fermement au renforcement du bloc afro-asiatique selon l'esprit de la Conférence de Bandoeng (1955) qui préconisait l'union et la solidarité des peuples du Sud dans leur lutte d'émancipation contre toutes les formes de colonialisme, d'impérialisme et d'oppression raciale ou sociale. Xi Jinping s'inscrit résolument dans cet esprit lorsqu'il réaffirme le rejet catégorique par la Chine de tout hégémonisme quand bien même elle deviendrait elle-même un pays riche et puissant. À titre de rappel, voici ce qu'il déclare lors de son discours au XIX^e Congrès du Parti Communiste Chinois, le 18 octobre 2017 : « La Chine respectera le droit des peuples à choisir en toute indépendance leur voie de développement, défendra l'équité et la justice internationales, et s'opposera à ce que l'on s'ingère dans les affaires intérieures d'autrui, que l'on impose sa volonté aux autres, et que l'on abuse de sa puissance. La Chine ne cherchera pas à se développer au détriment des intérêts d'autres pays, ni ne renoncera à ses propres droits et intérêts légitimes [...] *Quel que soit le*

degré de développement qu'elle aura atteint, la Chine ne recherchera jamais l'hégémonie ni l'expansion » (Xi, 2019 : 78). Il n'y a pas meilleure illustration dans la réalité de ce principe que le récent rappel immédiat en Chine par le gouvernement chinois de certaines sociétés minières chinoises n'ayant pas respecté la législation locale en RDC. Participe également à cet esprit d'égalité l'acceptation officielle par le gouvernement chinois, à la demande du gouvernement congolais, de renégocier certaines clauses des accords miniers liant les deux pays. Au 9^e sommet du FOCAC de 2024 à Beijing, la Chine est allée plus loin dans la solidarité afro-asiatique en proposant de lancer une vague de modernisation du Sud global sans laquelle il ne pourrait y avoir, selon Xi Jinping, de modernisation du monde. Il a par ailleurs proposé de porter au niveau stratégique les relations bilatérales entre la Chine et les pays africains¹³.

- D'accélérer la mise en place en Afrique du volet militaire et sécuritaire du BRI en tandem avec l'Union africaine (UA) et si possible d'autres partenaires internationaux de bonne foi ouverts à la coopération gagnant-gagnant. Une indication de ces Nouvelles Routes de la Soie militaire en Afrique a été donnée par la construction par la Chine d'une base logistique de 10000 hommes pour son armée à Djibouti. Il n'est pas exclu qu'elle serve à la sécurisation du corridor qui va du Golfe d'Aden au Cameroun et au Nigéria du nord en passant par le Sud Soudan avec une probable extension vers les pays sahéliers d'Afrique de l'Ouest. Comme l'a par ailleurs clairement indiqué l'ancien ambassadeur de la Russie en République centrafricaine, M. Vladimir Titorenko, la récente implication des instructeurs russes aux côtés des forces armées centrafricaines dans la lutte contre les rebellions venues du nord du pays s'est faite en synchronisation avec la Chine afin de garantir la sécurité des Nouvelles Routes de la Soie, dont Bangui est un carrefour majeur. Au Conseil de sécurité des Nations Unies, Moscou et Beijing ont simultanément apposé leur veto aux résolutions franco-anglo-américaines sur l'interdiction de la livraison de matériels militaires au gouvernement de la RCA. Au chapitre du renforcement de cette coopération militaire entre l'Afrique et la Chine, on peut enfin signaler les livraisons par la Chine d'importantes quantités d'armes et de munitions au Cameroun dans sa lutte contre les djihadistes de Boko Haram, dont l'enlèvement des techniciens chinois dans l'extrême-nord du pays aurait pu signer la volonté de perturber le corridor septentrional des Nouvelles Routes de la Soie au Cameroun. La même intention de paralyser la connectivité du pays pourrait guider les actions des séparatistes violents des régions anglophones du Cameroun, selon une lecture d'A. Korybko. L'expertise chinoise en matière de traitement des questions de séparatisme pourrait aider dans la résolution de cette crise identitaire en grande partie entretenue de l'extérieur. En rappelant les engagements pris par Xi Jinping lors de la réunion du sommet du FOCAC de 2015 relatifs à l'assistance mutuelle entre la Chine et l'Afrique en matière de sécurité, le Plan d'Action de Beijing (2025-2027) présenté au 9^e sommet du FOCAC propose une «action de partenariat pour la sécurité commune» entre la Chine et l'Afrique. Elle repose sur la formation par la Chine de 6000 professionnels militaires africains, les stages de formation en Chine pour 500 jeunes officiers africains, les exercices, les patrouilles et les entraînements conjoints entre les armées chinoise et africaines, la formation de 1000 agents de police. Cette action est destinée à la «garantie de sécurité dans le cadre de l'Initiative «La Ceinture et la Route»¹⁴. Il faut de nouveau souligner l'opposition complète de la Chine à toute politique des sphères d'influence qui servirait à la vassalisation de l'Afrique et dont le BRI serait l'instrument. Xi Jinping rassure : « Notre Initiative la Ceinture et la Route, notre établissement du Fonds pour les Routes de la Soie et notre

¹³ Xi Jinping, «Travailler ensemble à promouvoir la modernisation et à construire une communauté d'avenir partagé». Discours d'ouverture à la cérémonie d'ouverture au Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine 2024. Lire aussi *La Déclaration de Beijing sur la construction d'une conjointe d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de tout temps à l'ère nouvelle*. <https://www.focac.org>

¹⁴ Plan d'action de Beijing (2025-2027). <http://www.focac.org>

proposition d'établissement de l'AIB visent tous à aider le développement commun de tous les pays plutôt que de rechercher de quelconques aires d'influence politique » (Xi, 2019 : 103-104)¹⁵.

- De renforcer substantiellement et promouvoir les instruments du *Soft Power* chinois en vue de contrer sur le plan culturel, idéologique, intellectuel et médiatique la propagande occidentale anti-BRI visant à présenter cette initiative comme l'outil d'une nouvelle colonisation chinoise de l'Afrique et même du monde. Les mesures annoncées en 2015 lors du FOCAC comme la construction de cinq grands centres culturels chinois en Afrique, la dotation de 10000 villages africains en réseaux satellite TV, la fourniture de 2000 opportunités éducatives et 30000 bourses gouvernementales ou la formation par la Chine de 1000 professionnels des médias africains vont sans doute dans la bonne direction. Cependant, elles doivent être non seulement évaluées quant à leur mise en place concrète et leur efficacité, mais en plus être suffisamment ciblées, centrées sur l'Initiative la Ceinture et la Route en Afrique. Aussi faut-il créer, multiplier et appuyer les structures de recherche autant en Afrique qu'en Chine portant sur les Nouvelles Routes de la Soie en Afrique, leur importance et leur impact sur le développement commun de la Chine et de l'Afrique. Des *Think Tanks*, universités, des facultés, des instituts, des centres de recherche, des laboratoires, des parcours académiques, des projets de recherche, des séminaires, des bureaux d'études, des maisons d'édition, des revues, des associations, ONGs humanitaires et clubs, des médias TV et radio, des hôpitaux, des excursions, des films, des festivals culturels du BRI doivent être encouragés pour servir ce dessin du renforcement du Soft Power non hégémonique chinois sur le continent africain. Sur ce chemin, la création de l'Institut Chine-Afrique représente une avancée remarquable. Un Institut du BRI pour l'Afrique doté de fonds propres compléterait efficacement ce dispositif au service de ce que Xi Jinping appelle les « échanges de peuples à peuples ».
- De mettre en place un Fonds du BRI pour l'Afrique. Ainsi, des ressources allouées par Xi Jinping en 2015 au Fonds sur la Ceinture et la Route, au Fonds de Développement Sino-Africain et au Fonds Sino-Africain de Coopération Industrielle d'un montant total de 60 millions de dollars en guise d'appui à la coopération entre la Chine et l'Afrique, une partie pourrait être consacrée spécifiquement au financement d'un fonds de soutien à l'Initiative la Ceinture et la Route en Afrique. Le Fonds du BRI pour l'Afrique devrait centraliser tous les efforts, projets, initiatives de développement industriel, commercial ou culturel relevant proprement des Nouvelles Routes de la Soie en Afrique.
- Poursuivre sans relâche la mise en place des Nouvelles Routes de la Soie de la santé entre la Chine et l'Afrique. À cet effet, la fourniture gratuite par la Chine à presque tous les pays africains de matériels de santé et de vaccins anti-Covid 19, tout comme la construction en Afrique avec l'aide de la Chine du Centre pour le Contrôle des Maladies (CDC) sont des avancées qui sont à consolider. Elles servent à la construction d'une communauté de santé entre l'Afrique et la Chine.

Conclusions

Cet article avait pour ambition d'établir qu'il existe chez le Président Xi Jinping une pensée sur les Nouvelles Routes de la Soie attachée à une vision de la coopération sino-africaine fondée sur les principes d'intérêts partagés, de coopération mutuellement bénéfiques, de développement commun et pacifique, d'indépendance, de consultation, de concertation multi niveau, d'égalité, d'amitié, de respect,

¹⁵ Alors que l'impérialisme occidental sévit avec fureur au Proche-Orient, menace la Russie sur ces frontières occidentales en Ukraine, bouscule la Chine à Taiwan et sème le chaos dans le Sahel et en RDC, le Sud global doit se tenir prêt à une confrontation impitoyable avec l'Occident qui ne laisse que peu de place à l'irénisme, à l'utopisme et bon sens moral sur lequel ses dirigeants prennent l'habitude de s'appuyer.

d'échange et d'apprentissage réciproques entre la Chine et l'Afrique. Déclinée en plusieurs axes stratégiques qui ambitionnent de créer une communauté d'avenir partagé entre la Chine et l'Afrique avec comme levier principal le décollage industriel du continent africain par la connectivité des infrastructures, cette pensée du BRI se matérialise par d'importants investissements chinois en Afrique dans les domaines des routes, des chemins de fer, des barrages hydrauliques, de l'électrification rurale, des ports, des télécommunications, des mines, de l'agriculture, de la santé, de la recherche, de l'éducation, de la sécurité, etc. Nous les avons particulièrement recensées dans deux pays importants d'Afrique centrale, le Cameroun et la RDC. Confrontées à de sérieux défis et menaces de la part des puissances atlantistes déterminées à annuler leurs effets positifs sur la croissance économique du continent africain, les Nouvelles Routes de la Soie chinoises en Afrique doivent répondre avec pragmatisme, détermination et ouverture en droite ligne des préconisations de Xi Jinping lui-même. Il s'agit de garantir la fidélité de la Chine aux valeurs de non hégémonie et non expansionnisme, de muscler le volet militaire des Nouvelles Routes de la Soie en vue de répondre de manière adaptée aux menaces de guerres hybrides qui pèsent en Afrique sur les intérêts sino-africains, de renforcer le *Soft Power* chinois en Afrique par des actions d'influence culturelle destinées à contrer la diabolisation par l'Occident de la Chine sur le continent, de promouvoir des institutions, actions, entreprises opérant uniquement sous la bannière du BRI. Ainsi pourra-t-on avancer vers une communauté de destin partagé entre la Chine et l'Afrique qui servirait de modèle à la communauté de destin pour l'humanité.

Références bibliographiques

- Alchus A. (2019): « L'adaptation de l'OTAN aux menaces de "guerres hybrides" russes », geostrategia.fr/ladaptation
- Bourdillon Y. (2017): «Le Congo au coeur de la «guerre mondiale africaine» oubliée», *Les Echos*, publié le 16 mars 2017. <https://www.lesechos.fr>
- Coloma T. (2024): «Quand le fleuve Congo illuminera l'Afrique. Le «contrat du siècle», *Le Monde diplomatique*, février 2024.
- Chen, Y., Mustapha, S., Krause, P., Krynauw, J. (2021) *Chine en matière de prêts souverains et de restructuration de la dette: une introduction pour les gestionnaires de la dette publique*, 2021. <https://cabri-sbo.org>
- Kabange Nkongolo C-jr. (2009): *Quelques considérations juridiques sur le deal sino-congolais*. <https://leganet.cd>
- Korybko A. (2015): *Hybrid Wars: the Indirect Adaptive Approach to Regime Change*, Moscow, Peoples' Friendship University of Russia.
- Korybko A. (2015): *Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime*. Peoples' Friendship University of Russia.
- Korybko A. (2015): « Guerre hybride 8. La Chine, le cobalt et les plans de révolution de couleur des USA pour le Congo », congoforum.be/fr/2017/04.
- Korybko A. (2017): « Guerre hybride 8. La guerre hybride peut causer des ravages à travers l'Afrique de l'Ouest », *Oriental Review*.
- Marysse, S., Greenen, S. (2008): *Les Contrats chinois en RDC: l'impérialisme rouge en marche?* <https://medialibrary.uantwerpen.be>
- Meyssan T. (2021): «La doctrine Rumsfeld/Cebrowsky», *Réseau International*.
- Pairault T. (2024): «Dettes africaines et créances chinoises. Donner du sens à un conflit, *Annuaire français des relations internationales*, pp. 263-277.
- Tenenbaum, E. (2015): « Le piège de la guerre hybride », *Focus stratégique*, n°63, octobre 2015.
- Tybring-Gjedde, C. (2020), *China's Belt and Road Initiative: a strategic and economic assessment*. <https://www.nato-pa.int>
- Xi J. (2014): *The Governance of China* (I), Foreign Languages Press, Beijing.
- Xi J. (2017): *The Governance of China* (II), Foreign Languages Press, Beijing.

- Xi J.(2017): «Remporter la Victoire Décisive de l'Edification Intégrale de la Société de Moyenne Aisance et Faire TRIompher le Socialismeà la Chinoise de la Nouvelle, Ere». <http://french.xinhuanet.com>
- Xi J. (2019): *The Belt and Road Initiative*, Foreign Languages Press, Beijing.
- Xi J. (2019): *Up and Out of Poverty*. Selected Speeches and Writings from Fujian, The Secretary of the Chinese Follow-Up Committee of the Forum on China-Africa-Cooperation, Foreign Languages Press, Fujian People's Publishing House, Beijing.
- Xi J. (2024): «Travailler ensemble à promouvoir la modernisation et à construire une communauté d'avenir partagé». Discours d'ouverture à la cérémonie d'ouverture au Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine 2024. <https://www.mfa.gov.cn>